

## VERTALING

N. 01 — 1254

**27 DECEMBER 1990.** — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve houdende uitvoering van artikel 5, § 2, 3e lid, van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, inzonderheid op artikel 5, § 2, 3e lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat, rekening houdend met de beslissing van de Raad van Ministers van 21 december 1990 een einde te brengen op 31 december 1990 aan de indienstneming, door de Minister van Binnenlandse Zaken, van de gesubsidieerde contractuelen die identiteitskaarten in de gemeenten afgeven, het geboden is deze werknemers toe te laten in dienst te blijven bij de gemeentebesturen voor zover de gemeenten over betrekkingen beschikken die niet bekleed zijn door contractuele agenten;

Op de voordracht van de Minister van Tewerkstelling, belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

Besluit:

**Artikel 1.** De gesubsidieerde contractuele agenten die, op 31 december 1990, door de Minister van Binnenlandse Zaken in dienst genomen waren voor het afgeven van identiteitskaarten in de gemeenten kunnen een betrekking van gesubsidieerde contractueel agent bekleden bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 474 van 28 oktober 1986 tot opzetting van een stelsel van door de Staat gesubsidieerde contractuelen bij sommige plaatselijke besturen, voor zover zij voor hun indienstneming volledig uitkeringsgerechtigde werklozen, volledige werklozen waren zoals bedoeld bij artikel 123, § 5, van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, of bij artikel 2, § 2, 5° en 6°, en § 3, van het koninklijk besluit nr. 25 van 24 maart 1982 tot opzetting van een programma ter bevordering van de werkgelegenheid in de niet-commerciële sector.

**Art. 2.** Onderhavig besluit heeft uitwerking op 1 januari 1991.

**Art. 3.** De Minister tot wiens bevoegdheden de Tewerkstelling behoort wordt belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 27 december 1990

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambi,

B. ANSELME

De Minister voor Tewerkstelling,  
belast met Landinrichting, Natuurbehoud en Industriegebieden,

E. HISMANS

F. 01 — 1255

16 JANVIER 1991

Arrêté de l'Exécutif régional wallon portant création d'un service social  
pour les Services de l'Exécutif régional wallon

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique dans ses attributions;

Vu l'accord du Ministre de la Région wallonne qui a le budget dans ses attributions;

Vu le protocole n° 47 du Comité de Secteur n° XVI;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que dès le 1er janvier 1991, tous les membres du personnel de l'Exécutif régional wallon devront pouvoir sans exception bénéficier des services d'un seul et unique Service social et qu'il s'indique, dès lors, de prendre sans retard les mesures qui s'imposent;

Sur la proposition du Ministre-Président, chargé de la Fonction publique régionale,

Arrête :

**Article 1er.** Un Service social est créé au profit des personnes visées à l'article 4.

**Art. 2.** Le Service social comporte les emplois suivants :

- Niveau I : 1
- Niveau II : 11
- Niveau III : 3
- Niveau IV : 2

Ces emplois sont pourvus dans le cadre de missions d'intérêt général en application de l'arrêté royal du 13 novembre 1967 fixant la situation administrative des agents de l'Etat chargés d'une mission.

**Art. 3.** Les activités du service social comportent notamment :

A. Au plan individuel :

- 1° l'aide individuelle;
- 2° l'aide financière en cas de maladie, d'intervention chirurgicale, de cure ou de placement prescrit pour des raisons médicales, quand les traitements sont coûteux et prolongés;
- 3° l'aide financière en cas de placement d'enfants pour des raisons médicales dans des établissements spécialisés librement choisis;
- 4° l'octroi de prêts, sans intérêt, pour faire face à des situations exceptionnelles;
- 5° l'octroi de cadeaux de circonstances.

B. Au plan collectif :

- 1° l'intervention d'un service psycho-médico-social agissant à titre préventif, et à titre curatif seulement pour des raisons d'urgence ou pour assurer des soins courants;
- 2° l'assistance sociale et juridique pour des questions étrangères à l'administration;
- 3° l'encouragement d'activités culturelles, éducatives, sportives, récréatives ou de vacances;
- 4° la préparation à la retraite;
- 5° l'organisation occasionnelle de gardes d'enfants.

**Art. 4.** A condition qu'ils ne bénéficient pas d'avantages accordés par un service social constitué auprès d'une autre administration publique, les bénéficiaires du Service social sont :

- 1° les agents qui, à quelque titre que ce soit, appartiennent au personnel des Services de l'Exécutif régional wallon;
  - 2° les agents pensionnés qui étaient en activité dans les Services de l'Exécutif régional wallon immédiatement avant leur mise à la retraite;
  - 3° les personnes qui prestent leurs services au sein des Services de l'Exécutif régional wallon ou qui y ont presté leurs services immédiatement avant leur admission à la retraite;
  - 4° les membres et agents des Cabinets des Membres de l'Exécutif de la Région wallonne;
  - 5° les personnes qui sont à charge de celles qui sont visées aux 1° à 4°, à condition qu'elles cohabitent avec ces dernières;
  - 6° les veufs, veuves et orphelins des personnes qui sont visées aux 1° à 4°.
- Les bénéficiaires peuvent s'adresser directement au Service social.

**Art. 5.** L'Exécutif régional wallon confie à une association sans but lucratif agréée par lui, la réalisation des activités du Service social.

Cette association est, dans ce but, subventionnée dans la limite des crédits prévus à cet effet au Budget de la Région wallonne.

Certaines activités collectives prévues à l'article 3, B, peuvent être organisées par voie de convention avec des Services sociaux d'autres administrations publiques ou d'associations agréées par l'Exécutif régional wallon. Dans ce cas, les conventions déterminent les obligations et droits des parties.

Cette association est chargée de formuler, à l'attention de l'Exécutif régional wallon, des propositions concernant les règlements d'organisation et de fonctionnement du Service social.

**Art. 6.** Pour que l'association sans but lucratif puisse être agréée en vue d'exercer les activités du Service social conformément à l'article 5, les statuts doivent prévoir :

- 1° l'admission en qualité de membres, de personnes appartenant aux catégories énumérées à l'article 4, 1°, 2° et 3°, à l'exclusion de toute autre;
- 2° un objet social conforme au prescrit de l'article 3;

3° un conseil d'administration où les mandats sont répartis à la proportionnelle entre les organisations syndicales représentées auprès des Services de l'Exécutif régional wallon conformément à l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

4° la présence de trois représentants désignés par l'Exécutif, qui assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration ou des autres organes de l'association;

5° l'engagement auquel l'association souscrit de suspendre l'exécution de toute mesure que les représentants de l'Exécutif estimerait, dans les trois jours de la décision, contraire à la loi, aux règlements, aux statuts ou à l'intérêt général et d'y renoncer si l'Exécutif confirme, dans les quinze jours de la décision, l'opinion de ses représentants;

6° le contrôle de ses comptes par les représentants visés au 4°;

7° un rapport écrit de l'assistant social préalablement à toute décision relative à des cas individuels.

**Art. 7.** L'association sans but lucratif agréée doit soumettre annuellement à l'Exécutif avant le 15 avril le rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé et la demande éventuelle de subvention pour l'année suivante.

**Art. 8.** L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord de l'Exécutif préalablement à l'organisation de tombolas, de vente d'insignes ou de toute autre action destinée à procurer des ressources exceptionnelles.

**Art. 9. § 1.** Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par les représentants désignés par l'Exécutif. Ces représentants ne peuvent exercer au sein de l'association d'autres fonctions que :

1° provoquer la réunion du Conseil d'administration et, dans le cadre de ses compétences, faire porter ses propositions à l'ordre du jour;

2° proposer, selon les modalités prévues par l'article 6, 5° par la voie d'une lettre recommandée envoyée au Président de l'association sans but lucratif agréée dans les trois jours ouvrables de la décision, la suspension de toute mesure qu'ils estimerait contraire à la loi, aux règlements, aux statuts ou à l'intérêt général.

Les motifs sont communiqués à l'Exécutif, au Président et au Vice-Président de l'association sans but lucratif.

§ 2. Les représentants de l'Exécutif peuvent prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Ils peuvent exercer séparément leur droit d'information ou de contrôle sur place mais doivent collégalement approuver les comptes en fin d'exercice.

Ils ne peuvent donner d'instruction ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

§ 3. Pour l'application du § 1er, ne sont pas considérés comme jours ouvrables les samedis et dimanches, les jours fériés légaux, le 27 septembre, les 2 et 15 novembre et le 26 décembre.

**Art. 10.** L'agrément peut être retiré par décision motivée de l'Exécutif si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

En cas de retrait de l'agrément de l'association sans but lucratif, les activités du Service social prévues à l'article 3 sont exercées par des agents des Services de l'Exécutif régional wallon conformément aux décisions de l'Exécutif.

**Art. 11.** L'association sans but lucratif agréée établit de façon détaillée son projet de budget et sa demande de subvention. Ce budget comporte tous les éléments nécessaires à sa compréhension.

Elle prend en charge par prélèvement sur ce budget, l'ensemble des frais, notamment mobiliers et immobiliers, nécessaires à son fonctionnement, à l'exception :

— des frais de personnel;

— de l'achat, des frais d'installation et de mise en service du matériel nécessaire à l'informatisation.

L'organisation du travail au sein de l'association est de la compétence exclusive du Conseil d'administration.

**Art. 12.** Le personnel de l'association sans but lucratif agréée est soumis au règlement organique de son Ministère ou service d'origine, de même qu'à ses éventuelles modifications.

Il est également soumis aux mêmes devoirs et obligations que les agents des Services de l'Exécutif régional wallon.

La gestion du personnel visé à l'alinéa 1er est assurée par la Division du Personnel du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 13.** L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 novembre 1985 créant un Service social au Ministère de la Région wallonne est abrogé.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1991.

**Art. 15.** Le Ministre de la Région wallonne qui a la Fonction publique régionale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 janvier 1991.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,  
chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

## ÜBERSETZUNG

D. 91 — 1255

16. JANUAR 1991

## Erlaß der Wallonischen Regionalexekutive zur Schaffung eines Sozialdienstes für die Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 87, abgeändert durch das Gesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der öffentliche Dienst gehört;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers der Wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Protokolls Nr. 47 des Sektorenausschusses Nr. XVI;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, abgeändert durch die Gesetze vom 9. August 1980, vom 16. Juni 1989 und vom 4. Juli 1989;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass seit dem 1. Januar 1991 die sämtlichen Mitglieder des Personals der Wallonischen Regionalexekutive ohne Ausnahme den Vorteil eines einzigen Sozialdienstes genießen können müssen und dass deshalb unverzüglich die geeigneten Massnahmen getroffen werden müssen;

Auf Vorschlag des Ministers-Vorsitzenden, beauftragt mit dem Regionalen Öffentlichen Dienst;

Beschliesst die Wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Ein Sozialdienst wird zugunsten der in Artikel 4 bezeichneten Personen geschaffen.

Art. 2. Der Sozialdienst umfasst die folgenden Stellen :

- Stufe I : 1
- Stufe II : 11
- Stufe III : 3
- Stufe IV : 2

Diese Stellen werden im Rahmen der allgemeinnützlichen Aufgaben in Anwendung des Königlichen Erlasses vom 13. November 1967 zur Festlegung des Verwaltungsstandes der Staatsbediensteten, die mit einer Aufgabe beauftragt sind, besetzt.

Art. 3. Die Tätigkeiten des Sozialdienstes umfassen unter anderem :

A. Auf individueller Ebene :

- 1° individuelle Hilfe;
- 2° finanzielle Hilfe im Falle von Krankheit, von chirurgischen Eingriff, von aus medizinischen Gründen vorgeschriebenen Kur oder Einweisung, wenn die Behandlungen kostspielig und langwierig sind;
- 3° finanzielle Hilfe, wenn Kinder aus medizinischen Gründen in frei gewählten spezialisierten Einrichtungen eingewiesen werden müssen;
- 4° Bewilligung von zinsfreien Anleihen, um aussergewöhnliche Situationen zu meistern;
- 5° Gewährung von Geschenken für bestimmte Anlässe.

B. Auf kollektiver Ebene :

- 1° Einschalten eines psycho-medizinisch-sozialen Dienstes, der vorbeugend eingreift und nur in Dringlichkeitsfällen oder für allgemeine Pflege zu Heilzwecken eingesetzt wird;
- 2° sozialer und juristischer Beistand für Fragen, die nichts mit der Verwaltung zu tun haben;
- 3° Förderung von kulturellen, pädagogischen, sportlichen, unterhaltenden oder Ferienaktivitäten;
- 4° Vorbereitung auf die Pensionierung;
- 5° gelegentliche Organisation von Kinderaufsicht.

Art. 4. Unter der Bedingung, dass sie keine Vorzüge von einem sozialen Dienst einer anderen öffentlichen Verwaltung genießen, sind die Nutzniesser des Sozialdienstes des Ministeriums der Wallonischen Region :

- 1° die Bediensteten, die in irgendeiner Eigenschaft dem Personal des Ministeriums der Wallonischen Region angehören;
- 2° die pensionierten Bediensteten, die unmittelbar vor ihrer Pensionierung bei den Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive beschäftigt waren;
- 3° die Personen, die ihre Dienste bei den Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive leisten oder unmittelbar vor ihrer Pensionierung ihre Dienste dort geleistet haben;
- 4° die Mitglieder und Bediensteten der Kabinette der Mitglieder der Wallonischen Regionalexekutive;
- 5° die Personen, die zu Lasten jener sind, die in den Punkten 1 bis 4 bezeichnet sind, unter der Bedingung, dass sie mit diesen zusammenleben;

6° die Witwer, Witwen, Waisen der Personen, die in den Punkten 1 bis 4 bezeichnet sind.

Die Nutzniesser können sich direkt an den Sozialdienst wenden.

**Art. 5.** Die Wallonische Regionalexekutive betraut eine von ihr zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck mit der Durchführung der Tätigkeiten des Sozialdienstes.

Diese Vereinigung wird zu diesem Zweck subventioniert, soweit Mittel dafür im Haushalt der Wallonischen Region vorgesehen sind.

Bestimmte gemeinschaftliche Tätigkeiten, die in Artikel 3 B vorgesehen sind, können durch Vereinbarung mit Sozialdiensten anderer öffentlichen Verwaltungen oder mit durch die Wallonische Regionalexekutive zugelassenen Vereinigungen organisiert werden. In diesem Fall bestimmen die Vereinbarungen die Pflichten und Rechte der Parteien.

Diese Vereinigung wird mit der Aufstellung von Vorschlägen beauftragt, die zur Beachtung der Wallonischen Regionalexekutive über die Regelungen zur Gestaltung und Abwicklung des Sozialdienstes zu äussern sind.

**Art. 6.** Damit die Vereinigung ohne Erwerbszweck zugelassen werden kann, um gemäss Artikel 5 die Tätigkeiten des Sozialdienstes auszuüben, müssen die Satzungen folgendes vorsehen :

1° die Zulassung als Mitglieder der Personen, die den in Artikel 4, 1°, 2° und 3° genannten Kategorien angehören mit Ausnahme aller anderen;

2° einen Gesellschaftszweck, der der Vorschrift des Artikels 3 entspricht;

3° einen Verwaltungsrat, in dem die Mandate verhältnismässig unter die Gewerkschaftsorganisationen verteilt werden, die bei den Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive vertreten sind, gemäss dem Königlichen Erlass vom 28. September 1984 zur Ausführung des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Organisation der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die diesen Behörden unterstehen;

4° die Anwesenheit von drei Vertretern, die von der Exekutive bestimmt sind und die den Versammlungen der Generalversammlungen, des Verwaltungsrates oder anderer Organe der Vereinigung, rechtmässig und mit beratender Stimme, beiwohnen;

5° die Verpflichtung der Vereinigung, die Ausführung jeglicher Massnahme einzustellen, wenn die Vertreter der Exekutive innerhalb drei Tagen nach der Entscheidung die Meinung äussert, sie seien gesetzes-, ordnungs-, satzungswidrig oder sie verstossen gegen das Allgemeinwohl und diese Massnahme aufzugeben, wenn die Exekutive innerhalb fünfzehn Tagen nach der Entscheidung die Ansicht ihrer Vertreter bestätigt.

6° die Überprüfung ihrer Bücher durch die in Punkt 4 genannten Vertreter;

7° einen schriftlichen Bericht des Sozialarbeiters, vor jeder Entscheidung bezüglich individueller Fälle.

**Art. 7.** Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck muss der Exekutive jährlich vor dem 15. April, einen moralischen und finanziellen Bericht bezüglich des abgelaufenen Geschäftsjahres sowie den eventuellen Antrag auf Subventionierung für das folgende Jahr vorlegen.

**Art. 8.** Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck muss die Zustimmung der Exekutive einholen, bevor sie Tombolas veranstaltet, Abzeichen verkauft oder jegliche Tätigkeit vornimmt, die aussergewöhnliche Einnahmen einbringen soll.

**Art. 9. § 1.** Die Tätigkeiten der zugelassenen Vereinigung ohne Erwerbszweck werden von den Vertretern, die von der Exekutive ernannt worden sind, kontrolliert. Diese Vertreter dürfen nur folgende Funktionen in der Vereinigung ausüben:

1° die Versammlung des Verwaltungsrates herbeiführen und im Rahmen ihrer Zuständigkeiten, ihre Vorschläge auf die Tagesordnung bringen lassen;

2° gemäss dem in Artikel 6, 5° vorgesehenen Modalitäten die Einstellung einer Massnahme vorschlagen, wenn sie der Meinung sind, sie sei gesetzes-, ordnungs- oder satzungswidrig oder sie verstosse gegen das Allgemeinwohl. Diesen Vorschlag müssen sie dem Vorsitzenden der Vereinigung ohne Erwerbszweck innerhalb drei Werktagen nach der Entscheidung per Einschreiben zuschicken.

Die Gründe werden der Exekutive, dem Vorsitzenden und dem stellvertretenden Vorsitzenden der Vereinigung ohne Erwerbszweck mitgeteilt.

§ 2. Die Vertreter der Exekutive können alle Unterlagen bezüglich der Verwaltung der Vereinigung an Ort und Stelle einsehen.

Sie dürfen ihre Rechte auf Auskunft und Kontrolle getrennt an Ort und Stelle ausüben aber müssen die Bücher am Ende des Jahres gemeinsam genehmigen.

Sie dürfen weder Anweisungen erteilen noch die Ausführung von ordnungsgemäss gefassten Beschlüssen verhindern.

§ 3. Für die Anwendung des § 1 werden die Samstage und Sonntage, gesetzliche Feiertage, der 27. September, der 2. und der 15. November und der 26. Dezember nicht als Werktage angesehen.

**Art. 10.** Die Zulassung kann durch einen begründeten Beschluss der Exekutive zurückgezogen werden, wenn die Vereinigung ohne Erwerbszweck ihren Verpflichtungen nicht nachkommt oder die Bestimmungen dieses Erlasses nicht einhält.

Im Falle der Zurückziehung der Zulassung der Vereinigung ohne Erwerbszweck werden die Tätigkeiten des Sozialdienstes, die in Artikel 3 vorgesehen sind, gemäss den Entscheidungen der Exekutive von den Bediensteten des Ministeriums der Wallonischen Region ausgeübt.

**Art. 11.** Die zugelassene Vereinigung ohne Erwerbszweck stellt ausführlich ihren Haushaltsentwurf und ihren Antrag auf Subventionierung auf. Dieser Haushalt beinhaltet die sämtlichen Elementen, die zu seiner Verständniss notwendig sind.

Durch Abgabe aus dem Haushalt übernimmt sie die sämtliche Kosten, insbesondere für Mobilien und Immobilien, die zu ihrer Betreibung notwendig sind, mit Ausnahme :

- der Kosten für das Personal;
- des Einkaufs, der Kosten für die Installierung und die Inbetriebnahme des Materials, das zu der Informatisierung notwendig ist.

Die Arbeitsweise der Vereinigung fällt in die ausschliessliche Zuständigkeit des Verwaltungsrates.

**Art. 12.** Das Personal der zugelassenen Vereinigung ohne Erwerbszweck ist der Grundordnung seines Ministeriums oder seines Ursprungsdienstes, so wie ihres eventuellen Abänderungen unterworfen.

Es ist auch denselben Verpflichtungen unterworfen wie die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regionalexekutive.

Die Verwaltung des in Absatz 1 erwähnten Personals wird von der Abteilung des Personals des Ministeriums der Wallonischen Region gewährleistet.

**Art. 13.** Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 6. November 1985 zur Schaffung eines Sozialdienstes im Ministerium der Wallonischen Region wird aufgehoben.

**Art. 14.** Der vorliegende Erlass tritt am 1. Januar 1991 in Kraft.

**Art. 15.** Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Regionale öffentliche Dienst gehört, wird mit der Durchführung dieses Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Januar 1991

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive,  
beauftragt mit der Wirtschaft, den K.M.B. und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

#### VERTALING

N. 91 — 1255

16 JANUARI 1991

#### Besluit van de Waalse Gewestexecutieve tot oprichting van een sociale dienst voor de diensten van de Waalse Gewestexecutieve

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het Openbaar Ambt behoort;

Gelet op het akkoord van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden de Begroting behoort,

Gelet op het protocol nr. 47 van het Sectorcomité nr. XVI;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegend dat vanaf 1 januari 1991 alle personeelsleden van de Waalse Gewestexecutieve zonder uitzondering van de diensten van éénzelfde en enige sociale dienst moeten kunnen genieten en dat dientengevolge het geboden is onverwijld de nodige maatregelen te nemen;

Op voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met het Gewestelijk Openbaar Ambt,

Besluit :

**Artikel 1.** Er wordt een sociale dienst opgericht ten voordele van de in artikel 4 bedoelde personen.

**Art. 2.** De sociale dienst bestaat uit de volgende betrekkingen :

Niveau I : 1

Niveau II : 11

Niveau III : 3

Niveau IV : 2

Deze betrekkingen worden voorzien in het kader van de opdrachten van algemeen belang bij toepassing van het koninklijk besluit van 13 november 1967 tot vaststelling van de administratieve toestand van de Rijksambtenaren die met een opdracht worden belast.

**Art. 3.** De activiteiten van de sociale dienst omvatten onder andere :

**A.** Op het individuele vlak :

- 1° individuele hulp;
- 2° financiële hulp bij ziekte, chirurgische ingreep, kuur of plaatsing voorgeschreven op medische gronden, wanneer de behandelingen kostelijk en langdurig zijn;
- 3° financiële hulp bij plaatsing van kinderen op medische gronden in vrij gekozen gespecialiseerde instellingen;
- 4° toekenning van intrestvrije leningen om het hoofd te bieden aan uitzonderlijke omstandigheden;
- 5° toekenning van gelegenheidsgeschenken.

**B.** Op het collectieve vlak :

- 1° tussenkomst van een psycho-medisch-sociale dienst die preventief of curatief handelt, maar dan uitsluitend bij hoogdringendheid of om gewone zorgen te verstrekken;
- 2° sociale en juridische bijstand voor problemen die geen uitstaans hebben met de administratie;
- 3° aanmoediging van culturele, educatieve, sportieve, recreatieve en vakantieactiviteiten;
- 4° voorbereiding op het pensioen;
- 5° occasionele inrichting van kinderbewaarplaatsen.

**Art. 4.** Begunstigden van de sociale dienst zijn, voor zover zij nog geen door een sociale dienst van een ander openbaar bestuur toegekende voordelen genieten :

- 1° de agenten die, uit welke hoofde ook, deel uitmaken van het personeel van de diensten van de Waalse Gewestexecutieve;
  - 2° de gepensioneerde agenten die onmiddellijk voor hun pensionering werkzaam waren in de diensten van de Waalse Gewestexecutieve;
  - 3° de personen die hun activiteiten uitoefenen binnen de diensten van de Waalse Gewestexecutieve of die er hun activiteiten uitoefenden onmiddellijk voor hun pensionering;
  - 4° de leden en agenten van de kabinetten van de leden van de Waalse Gewestexecutieve;
  - 5° de personen die ten laste zijn van de sub 1° tot 4° bedoelde personen, op voorwaarde dat zij samenwonen met deze laatsten;
  - 6° de weduenaars, weduwen en wezen van de sub 1° tot 4° bedoelde personen.
- De begunstigden kunnen zich rechtstreeks tot de sociale dienst wenden.

**Art. 5.** De Waalse Gewestexecutieve vertrouwt de uitoefening van de activiteiten van de sociale dienst toe aan een door haar erkende vereniging zonder winstoogmerk.

Deze vereniging ontvangt daartoe subsidies, binnen de perken van de daarvoor op de Begroting van het Waalse Gewest uitgetrokken kredieten.

Bepaalde van de in artikel 3, B, voorziene collectieve activiteiten kunnen worden georganiseerd door middel van overeenkomst met de sociale dienst van andere openbare besturen of door de Waalse Gewestexecutieve erkende verenigingen. In dat geval bepalen de overeenkomsten de plichten en rechten van de partijen.

Deze vereniging is belast met het opstellen, ter attentie van de Waalse Gewestexecutieve, van voorstellen betreffende de organisatie- en werkingsreglementen van de sociale dienst.

**Art. 6.** De vereniging zonder winstoogmerk kan slechts worden erkend voor de uitoefening van de activiteiten van de sociale dienst overeenkomstig artikel 5 indien haar statuten voorzien in : 1° de aanvaarding als lid van de personen die behoren tot de in artikel 4, 1°, 2° en 3° vermelde categorieën, met uitsluiting van alle andere;

2° een maatschappelijk doel dat beantwoordt aan het bepaalde in artikel 3;

3° een raad van bestuur waarvan de mandaten proportioneel verdeeld worden tussen de vakorganisaties die vertegenwoordigd zijn bij de diensten van de Waalse Gewestexecutieve, overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

4° de aanwezigheid van drie door de Executieve aangewezen vertegenwoordigers, die van rechtswege en met raadgevende stem de vergaderingen bijwonen van de algemene vergadering, de raad van bestuur en de andere organen van de vereniging;

5° de verbintenis vanwege de vereniging om de uitvoering op te schorten van om het even welke maatregel die de vertegenwoordigers van de Executieve binnen drie dagen na de beslissing strijdig zouden achten met de wet, de reglementen, de statuten of het algemeen belang, en er van af te zien wanneer de Executieve binnen vijftien dagen na de beslissing het standpunt van haar vertegenwoordigers bijtreedt;

6° de controle op haar rekeningen door de sub 4° bedoelde vertegenwoordigers;

7° een geschreven verslag van de sociale assistent voorafgaand aan elke beslissing in individuele gevallen.

**Art. 7.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk dient elk jaar voor 15 april het moreel en financieel verslag van het voorbije boekjaar over te leggen aan de Executieve, evenals, in voorkomend geval, de aanvraag tot subsidiëring voor het volgend jaar.

**Art. 8.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk mag geen tombolas, verkoop van kentekens of andere activiteiten inrichten die bestemd zijn om buitengewone inkomsten te vergaren zonder het voorafgaand akkoord van de Executieve.

**Art. 9. § 1.** De door de Executieve aangewezen vertegenwoordigers houden toezicht op de activiteiten van de vereniging zonder winstoogmerk. Hun functies in de vereniging zijn beperkt tot :

1° het uitlokken van de bijeenkomst van de Raad van bestuur en, binnen de perken van hun bevoegdheden, zijn voorstellen op de agenda doen plaatsen;

2° het voorstellen van de opschorting volgens de door artikel 6, 5°, voorgeschreven modaliteiten, bij aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk binnen drie werkdagen na de beslissing, van de om het even welke maatregel die zij strijdig achten met de wet, de reglementen, de statuten of het algemeen belang.

Zij delen hun motieven mee aan de Executieve, de voorzitter en ondervoorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk.

**§ 2.** De vertegenwoordigers van de Executieve mogen ter plaatse kennis nemen van alle stukken betreffende het beheer van de vereniging.

Zij mogen hun informatierecht of hun recht van controle ter plaatse afzonderlijk uitoefenen maar zij moeten gezamenlijk de eindejaarsrekeningen goedkeuren.

Zij mogen geen onderrichtingen geven noch de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen beletten.

**§ 3.** Voor de toepassing van § 1 worden niet als werkdagen beschouwd de zaterdag en zondagen, de wettelijke feestdagen, 27 september, 2 en 15 november en 26 december.

**Art. 10.** De erkenning kan worden ingetrokken bij een gemotiveerde beslissing van de Executieve wanneer de vereniging zonder winstoogmerk zijn verplichtingen niet nakomt of de bepalingen van onderhavig besluit niet naleeft.

In geval van intrekking van de erkenning van de vereniging zonder winstoogmerk worden de in artikel 3 bepaalde activiteiten van de sociale dienst uitgeoefend door agenten van de diensten van de Waalse Gewestexecutieve, overeenkomstig de beslissingen van de Executieve.

**Art. 11.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk maakt een gedetailleerde begrotingsontwerp en aanvraag tot subsidiëring op. Deze begroting bevat alle elementen die nodig zijn voor haar begrip.

Zij neemt te harer last door opneming van deze begroting alle kosten, onder andere roerende en onroerende, die noodzakelijk zijn voor haar werking, met uitzondering van :

— de personeelskosten;

— de aankoop, de kosten voor de installatie en de in werking stelling van het voor de computerisering nodige materiaal.

De organisatie van het werk in de vereniging is de exclusieve bevoegdheid van de Raad van bestuur.

**Art. 12.** Het personeel van de erkende vereniging zonder winstoogmerk is onderworpen aan het organiek reglement van zijn oorspronkelijk ministerie of dienst, alsook aan zijn eventuele wijzigingen.

Het is tevens onderworpen aan dezelfde taken en plichten als de agenten van de diensten van de Waalse Gewestexecutieve.

De Afdeling van het Personeel van het Ministerie van het Waalse Gewest zorgt voor het beheer van het in het eerste lid bedoelde personeel.

**Art. 13.** Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 november 1985 tot oprichting van een sociale dienst in het Ministerie van het Waalse Gewest is opgeheven.

**Art. 14.** Onderhavig besluit treedt in werking op 1 januari 1991 .

**Art. 15.** De Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheden het Gewestelijk Openbaar Ambt behoort, is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Namen, 16 januari 1991

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,  
belast met Economie, KMO's en Gewestelijk Openbaar Ambt,

B. ANSELME

## REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

F 91 — 1258

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

13 FEVRIER 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale portant création de comités de concertation de base dans le ressort du Comité de Secteur Région de Bruxelles-Capitale

L'Exécutif,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifié par la loi du 8 août 1988;

N. 91 — 1258

### BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJK GEWEST

13 FEBRUARI 1991. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve houdende oprichting van basisoverlegcomités in het gebied van het Sectorcomité Brusselse Hoofdstedelijk Gewest

De Executieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;